
**Introduction au colloque « L'exploitation agricole familiale
française à la croisée des chemins »**

Jonathan Dubrulle

4 février 2026

Bonjour à toutes et à tous,

Merci pour votre participation à ce colloque, qui, je l'espère, nous permettra d'aiguiser notre analyse sur le devenir de l'agriculture familiale et la place que peut prendre cette forme de production dans les luttes progressistes en faveur d'une agriculture durable, rémunératrice et créatrice d'emplois. Dans la mesure où plusieurs collègues et anciens étudiants sont présents dans la salle, je tiens à situer mon propos et précise que je n'endosserai pas ma casquette d'enseignant-chercheur dans cette intervention, que je prononce en tant que co-animateur de la Commission Agriculture Pêche Forêt du Parti communiste français. Ne voyez donc aucune ambition scientifique dans cette prise de parole, bien que je reste animé par la volonté d'être le plus rigoureux possible.

Au nom du Conseil national du Parti communiste français, je remercie fraternellement la Fondation Gabriel Péri d'avoir permis la tenue de cette journée d'étude, au service de l'élévation du niveau de conscience et de l'émancipation par la connaissance rationaliste. La Commission Agriculture Pêche Forêt fait partie de la trentaine de commissions nationales que compte notre organisation politique. Regroupant près de 80 membres évoluant dans des contextes agraires pluriels, notre rôle est de produire des analyses et propositions politiques sur les prérogatives qui sont les nôtres. Je tiens d'ailleurs à remercier tous les membres de la Commission qui ont participé à la bonne organisation de ce colloque.

Ces prolégomènes étant faits, cette intervention a vocation à introduire les questions qui traverseront ce colloque. Plus que de chercher à y répondre, nous souhaitons ouvrir la réflexion sur un certain nombre de contradictions motrices des trajectoires agraires de ces dernières décennies, appliquées à la voie française de développement du mode de production capitaliste.

Nous arrivons donc au nœud gordien de ce colloque, à savoir la question du devenir de l'agriculture familiale.

1/ Qu'entend-on précisément par « exploitation agricole familiale » ?

Ce concept s'avère très polysémique. Sans viser l'exhaustivité, tentons de montrer en quoi les définitions de l'agriculture familiale peuvent fortement diverger.

(i) Le premier sens de l'agriculture familiale renvoie à une unité de production où la force de travail repose sur des travailleurs qui ont des liens de parenté entre eux. Pour l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (la FAO), « *l'agriculture familiale est un mode d'organisation de la production agricole, forestière, halieutique, pastorale et aquacole qui est gérée et conduite par une famille et qui repose principalement sur le travail familial, tant celui des femmes que celui des hommes. L'exploitation agricole et la famille sont liées, évoluent conjointement et réunissent des fonctions économiques, environnementales, sociales et culturelles* ». Dans cette définition, le caractère « familial » de la production renvoie d'abord à la famille organique.

(ii) Un second sens fait écho à un modèle productif impulsé par les pouvoirs publics. Pour l'économiste Patrick Mundler et le sociologue Jacques Rémy, l'exploitation agricole familiale correspond à un idéal de « professionnalisation » en vogue dans la France de la seconde moitié du XX^e siècle. Cette voie constitue en réalité un outil de sélection des unités de production, écartant *de facto* les producteurs en marge de politiques publiques promouvant la maximisation des rendements et des dimensions de l'exploitation. Ceci se retrouve notamment dans les célèbres lois d'orientation agricole de 1960 et 1962 dites lois Pisani qui visaient à accroître la production nationale et améliorer le revenu agricole. A cet effet, le septième point de l'article 2 est éclairant, puisqu'il s'agit, je cite « *de promouvoir et favoriser une structure d'exploitation de type familial, susceptible d'utiliser au mieux les méthodes techniques modernes de production et de*

permettre le plein emploi du travail et du capital d'exploitation ». Ainsi, plus qu'une forme d'agriculture en soi, l'agriculture familiale représente un slogan « moderniste » visant à intégrer l'agriculture paysanne aux marchés et à recourir à toujours plus des moyens de travail produits en dehors de l'unité de production.

(iii) Un troisième sens relevé met d'abord en évidence la nature du rapport capital/travail. L'adjectif « familial » fait alors écho à la « petite production marchande » telle que définie par l'économiste agraire Claude Servolin au début des années 1970. Il n'est pas réduit à la stricte famille organique et intègre la nature du rapport capital/ travail, à l'instar de la définition donnée par l'agroéconomiste Hubert Cochet qui interviendra dans la seconde table ronde, nous indiquant que l'agriculture familiale « *repose d'abord sur le fait que l'essentiel du travail nécessaire est fourni par l'agriculteur lui-même et, le cas échéant, sa femme, ses enfants voire des représentants de la génération précédente. Il repose ensuite sur la réunion, dans la même main, des deux facteurs de production que sont le travail et le capital* ».

2/ Une forme de production soutenue par le mouvement ouvrier

Cette relative polysémie n'a pas empêché certains acteurs politiques et syndicaux du mouvement ouvrier de se positionner de longue date en faveur de l'agriculture familiale, à l'instar du Parti communiste français et du Mouvement de défense des exploitants familiaux (MODEF).

Comme son nom l'indique, le MODEF est un syndicat d'exploitants agricoles fondé en 1959 qui défend l'agriculture familiale. Organisateur des États généraux de l'agriculture familiale en 2023, le MODEF définit l'agriculture familiale comme un modèle où « *les paysan.nes contrôlent le capital de l'unité de production (qu'elle soit individuelle ou sociétaire), où l'objectif est de maximiser le revenu du travail et de préserver durablement le potentiel productif* ».

Le PCF a également pris le parti de l'exploitation agricole familiale depuis plusieurs décennies. En 1964, le programme agricole du PCF affirmait notamment sa volonté d'aider « *les exploitations familiales à s'équiper, produire et vendre dans les meilleures conditions* ». Soixante ans plus tard, cette doctrine tient toujours. Les orientations prises lors du 39^e Congrès du Parti communiste français ont clairement rappelé la nécessité d'une « *autre politique agricole commune [...] favorisant l'installation et le maintien de l'agriculture paysanne et familiale* ».

L'historien Jean Vigreux et Lucie Illy, vice-présidente du MODEF, reviendront sur la place qu'a pu prendre la défense de l'exploitation agricole familiale dans les revendications du PCF et du MODEF.

3/ Persister ou disparaître ? L'épineuse question de la place de l'agriculture familiale dans le MPC

Outre la définition de l'agriculture familiale et son éventuel soutien, peut-on raisonnablement considérer cette forme de production comme immuable ? Il me semble qu'il serait plus judicieux de penser les évolutions de l'agriculture comme un processus historique, en portant une attention toute particulière à ses conditions d'émergence, ainsi qu'à son devenir. Néanmoins, il semble difficile de comprendre l'histoire contemporaine de l'agriculture sans enchâsser celle-ci dans les dynamiques de développement récent du capitalisme. Car c'est bien la progression de ce mode de production qui explique pourquoi les pratiques agricoles et les structures de production ont évolué de la sorte. Telle fut notamment la commande passée à l'économiste Évelyne Ternant qui interviendra dans la seconde table ronde.

Dans la mesure où le capitalisme « prolétariserait tout ce qu'il touche » et prospérerait par la ruine des formes artisanales de production, l'exploitation agricole familiale reposant sur une imbrication capital/ travail entre les mains du producteur serait condamnée. C'est notamment ce qui a conduit Marx et Lénine à

considérer que la « petite exploitation » n'était autre chose qu'une forme transitoire de production vouée à la régression et à la disparition inéluctable au profit de la grande exploitation capitaliste à salariés, vouée à devenir la seule forme d'agriculture.

Néanmoins, ce mouvement linéaire de disparition de l'exploitation agricole familiale n'est pas partagé par tous les marxistes. Rosa Luxemburg évoquait notamment le caractère erratique et tortueux de l'accumulation de capital, qui voit temporairement co-exister des formes capitalistes et non capitalistes de production, réapparaître des formes artisanales et voir des entités capitalistes décliner provisoirement. Si Luxemburg ne remet pas en cause l'inexorable disparition de l'agriculture familiale, l'auteure insiste sur un mouvement finalement plus compliqué qu'il n'y paraît.

Pourtant, l'exploitation agricole familiale n'a pas encore disparu. En 2014, Année internationale de l'agriculture familiale de l'Assemblée générale des Nations unies, l'agriculture familiale concernait encore 500 millions d'agriculteurs dans le Monde. Elle domine également l'agriculture française, et ce de manière très large, avec très peu d'unités de production détenues par des actionnaires non exploitants. Nous assistons peut-être à un long sursis, car, malgré des performances économiques, sociales et environnementales réelles sur lesquelles reviendront peut-être Hubert Cochet et Nadège Garambois, la concentration des unités de production se poursuit. En effet, la France comptait 2,3 millions d'exploitations agricoles en 1955 contre 390 000 en 2020. Dans le même temps, un agriculteur français sur deux est en passe de prendre sa retraite dans les dix ans à venir et il semble peu plausible de remplacer l'ensemble des chefs d'exploitation en passe de cesser leur activité. Finalement, comme le disait l'économiste agraire Amédée Mollard dans le retentissant ouvrage *Paysans exploités* paru en 1977, ces exploitations familiales (nommées « paysannes » par Mollard), bien que traversant les âges, ne se caractériseraient finalement pas par une tendance à la

« non-reproduction » ? Mollard défend la thèse selon laquelle les formes d'agriculture s'assimilant à l'exploitation familiale seraient exploitées par un complexe agro-industriel fondé sur les banques, les firmes de l'agrofourriture, l'industrie agroalimentaire ou la grande distribution. À mesure que l'exploitation s'intensifie, l'agriculteur peine à reproduire ses moyens de travail ainsi que sa propre force de travail, d'où un risque accru de disparition.

Enfin, nous ne trancherons pas ici la question du devenir de l'exploitation agricole familiale qui constitue le fil rouge de cette journée d'étude. Cette question demeure complexe et c'est sans doute ce chemin sinueux du développement du mode de production capitaliste qui ont engendré de telles controverses entre marxistes sur la place de l'agriculture familiale dans le capitalisme, ce sur quoi reviendra l'économiste Thierry Pouch dans la seconde table ronde.

4/ Derrière l'exploitation agricole familiale, une structure de l'emploi agricole relativement disparate

Qu'ils soient condamnés ou en capacité de se maintenir, on pourrait rapidement penser que l'ensemble des agriculteurs familiaux constitue un monde social homogène, et penser que nos campagnes sont emplies de producteurs dotés d'intérêts communs, car animés par le même objectif de reproduction de leur force de travail et de leurs moyens de production.

Une telle représentation verse rapidement dans l'idéalisation d'une « paysannerie » qu'il faudrait soutenir dans son ensemble. N'ayons d'ailleurs pas peur de rejeter cette expression fixiste, qui renvoie à une certaine « kolklorisation » d'agriculteurs réduits à leur fonction de « classe objet » comme le disait si bien Pierre Bourdieu. Car la figure du paysan convoque un imaginaire nostalgique, presque réactionnaire, et ne dit rien sur la place de l'agriculteur dans la production. Il convient plutôt d'analyser la différenciation sociale dans sa réalité, et de caractériser les conflictualités à l'œuvre pour l'accès à la terre, à

l'eau, à la force de travail ou au capital. C'est en ce sens que nous avons proposé au sociologue Gilles Laferté d'analyser la diversité de groupes sociaux en agriculture.

Mais cette lecture de l'emploi agricole s'avère bien partielle. Jusqu'à présent, mon propos tournait beaucoup autour des chefs d'exploitation, ce qui pourrait donner une lecture faussée de la répartition du travail agricole entre agriculteurs et salariés, avec le risque d'invisibiliser encore et toujours ces derniers. En effet, l'agriculture française accuse d'importantes mutations, avec une progression significative du salariat et de l'externalisation du travail confié à des entreprises de travaux agricoles. Ce sont bien ces évolutions récentes qui nous ont amenés à inclure une table ronde sur le poids du salariat dans l'agriculture française avec la présence de Jocelyne Hacquemand de la Fédération nationale agro-alimentaire et forestière de la CGT et de l'économiste Axel Magnan.

5/ Une crise structurelle qui repose sur la contradiction entre la maximisation du produit brut au détriment de la création de valeur ajoutée

Finalement, ces réflexions tournent beaucoup autour de la sémantique et de débats théoriques que certains considéreront comme datés et déconnectés de la « crise agricole » au regard de la médiatisation des mobilisations d'agriculteurs contre la dermatose nodulaire contagieuse ou la signature de l'accord commercial entre l'Union européenne et le Mercosur.

Toutefois, pouvons-nous raisonnablement utiliser le concept de « crise » pour décrire un déchaînement de colère et un certain emballement médiatique ? Ne devrait-on pas penser les crises comme une phase d'exacerbation de contradictions devenues trop difficiles à réguler ? De même, une crise n'est pas forcément soudaine et peut s'étendre sur des longues périodes. Ainsi, ce colloque n'a pas voulu heurter l'écueil d'une lecture immédiate de la crise agricole, mais vise bel et bien à considérer celle-ci comme un mouvement de long terme, corollaire de la

révolution agricole contemporaine fondée sur la grande motomécanisation, la chimisation et la sélection génétique selon des critères de maximisation du rendement.

En effet, la crise traversée par l'agriculture française repose sur une contradiction centrale, à savoir la maximisation du produit brut au détriment de la création de valeur ajoutée.

La maximisation du produit brut repose notamment sur une intense substitution de quantités de travail par du capital. Il a donc fallu remplacer des moyens de travail autoproduits par des intrants. Ainsi, dans bien des exploitations de grandes cultures, la reproduction de la fertilité de la terre passe par le recours à des engrais minéraux et non par du fumier produit par des animaux d'élevage. De même, les exploitations d'élevage ont substitué une part importante des fourrages cultivés sur l'unité de production par des aliments du bétail achetés. Ainsi, le temps passé à la production des moyens de travail a considérablement fondu, ce qui a permis de libérer de la force de travail, des surfaces, du capital au service de l'accroissement des rendements et des dimensions de l'exploitation.

En résulte alors une hausse des coûts de production qui s'accompagne, dans un contexte de rapport de prix défavorable au producteur, à une baisse de la création de valeur ajoutée. Ainsi, la maximisation des volumes produits n'est pas synonyme de création de richesse. Cette contradiction a conduit à un éloignement progressif des grands principes de l'agroécologie qui prévalaient pourtant sur les unités de production françaises, qui, au sortir de la Seconde Guerre mondiale, reposaient dans leur immense majorité sur la polyculture-polyélevage et les complémentarités associées en matière de reproduction de la fertilité de la terre ou d'alimentation des animaux d'élevage. Ce sont bien ces échecs de la révolution agricole contemporaine, et la manière dont celle-ci a détourné l'agriculture française de l'efficacité économique et de la gestion durable des ressources naturelles, qui interroge la contribution de l'agriculture familiale à l'agroécologie,

qui sera détaillée par l'agroéconomiste Nadège Garambois dans la quatrième table ronde.

*
**

Vous l'aurez compris, ce colloque a vocation à questionner plus que jamais le soutien indéfectible à l'agriculture familiale, forme de production souvent mal définie, dont la persistance ou la disparition inéluctable ont donné lieu à moult joutes entre marxistes, et qui se heurte à un stade avancé du développement des contradictions motrices des dynamiques agraires de ces dernières années.

Nous commencerons, dans un premier temps, à nous questionner sur les revendications portées par celles et ceux qui défendent l'agriculture familiale, avec l'exemple de deux organisations progressistes, le PCF et le MODEF.

Dans un second temps, nous interrogerons les rapports qu'entretient l'agriculture familiale avec le mode de production capitaliste.

Après la pause déjeuner, nous nous retrouverons pour une troisième session consacrée aux mutations récentes des rapports sociaux de production qui caractérisaient l'exploitation agricole française depuis plusieurs décennies.

S'ensuivra une quatrième et dernière session dédiée aux transformations sociologiques et agroécologiques à venir pour l'agriculture familiale.

Restera à notre ami et camarade Julien Brugerolles, député communiste du Puy-de-Dôme la lourde et difficile tâche de conclure ce colloque.

Ne me reste plus qu'à nous souhaiter des travaux fructueux et à laisser la place aux protagonistes de la première session.